

*Questions orales*

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** La vérité, monsieur le Président, c'est que pour les néo-démocrates il ne devrait pas être possible à une société de fermer une usine unilatéralement, sans consulter les travailleurs ou la collectivité.

**Des voix:** Bravo!

**M. Langdon:** Je tiens à demander au gouvernement pourquoi il a écarté le syndicat de ces négociations. Je tiens à demander au gouvernement quand il va protéger les travailleurs du Canada atlantique contre ces décisions autoritaires des gouvernements et des sociétés qui se fichent des collectivités du Canada atlantique.

**L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, il est bien évident que National Sea Products ne s'en fiche pas. Elle a présenté un plan d'activité modifiée qui, à ce qu'elle m'informe, va maintenir au travail non pas 150 mais 300 personnes.

**M. Langdon:** Cent cinquante.

**M. MacKay:** Bon, mon collègue dit 150. Moi on me dit 300. De toute façon, nous avons maintenant un plan d'activité, ce qui est plus que ce que nous avions la semaine dernière.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

[Français]

### LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Monsieur le Président, M. John Bulloch, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a dit, devant la Comité des finances, et je cite:

... les obligations de documentation et l'incitation à l'achat d'équipement électronique, par exemple, sont loin de compenser les coûts effectifs qui résulteront pour les PME du cauchemar à deux niveaux que leur promet le projet de TPS.

Ma question est très simple, monsieur le Président: Le ministre des Finances a-t-il tenu compte des coûts supplémentaires de comptabilité pour la petite entreprise dans sa brochure sur la TPS, où il dit qu'il y a des avantages pour la petite entreprise?

• (1520)

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'estime que cette brochure que nous avons publiée renferme des renseignements complets. Elle offre des réponses assez nuancées à de nombreuses questions que les petits entrepreneurs nous ont posées, sans pour autant les obliger à une lecture astreignante. Elle leur sera très utile pour comprendre les répercussions de la TPS, particulièrement en ce qui concerne l'établissement des prix, le respect de la loi, la tenue de livres et l'encaisse. Elle leur donne un aperçu général de la taxe sur les produits et services qui leur permettra d'en discuter plus à fond avec leurs comptables et d'autres personnes intéressées.

[Français]

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, M<sup>me</sup> Catherine Swift, vice-présidente de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, a aussi dit au Comité des finances, et je cite:

Quiconque croit que cette taxe comportera des avantages inespérés pour les PME ne connaît pas vraiment le fonctionnement des petites entreprises. . .

Donc, ma question est simple: Pourquoi le ministre des Finances n'écoute-t-il pas la Fédération canadienne des entreprises indépendantes et ne rejette-t-il pas cette taxe au lieu d'essayer de vendre aux Canadiens le cauchemar du siècle, monsieur le Président?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Si vous le permettez, monsieur le Président, je citerai de nouveau les propos que M. John Bulloch, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, a tenus le 19 septembre dernier devant le Comité des finances. Il a déclaré ce qui suit: «Tout le monde aimerait trouver une formule pour remplacer la taxe multi-stades», qu'est la TPS. Il a ajouté: «L'ennui, c'est que cette formule n'existe pas.»

À en juger à la réaction du Parti libéral du Canada, cette formule n'existe pas, car le Parti libéral du Canada n'en a pas parlé. Voilà pourquoi nous estimons devoir nous en tenir à celle-ci.

Bien des gens nous ont donné à entendre de temps à autre qu'il importait de modifier la taxe de vente fédérale appliquée à l'heure actuelle. Elle constitue un fardeau caché qui nuit à nos exportations. En comparaison, elle frappe les produits d'importation trois fois moins. Elle est une entrave aux nouveaux investissements propres à